

Mise en garde d'un ministre israélien contre une guerre si Biden ré-intègre le traité de Vienne avec l'Iran

5 novembre 2020 Par Lahav Harkov

<https://www.jpost.com/us-elections/israeli-minister-warns-of-war-if-biden-returns-to-iran-deal-648097>

Gil Hoffman a participé à cette enquête.



L'ancien vice-président américain Joe Biden accepte l'investiture démocrate pour la présidence en 2020 lors d'un discours prononcé lors de la Convention nationale démocrate 2020, en grande partie virtuelle, au Chase Center de Wilmington, Delaware, États-Unis, le 20 août 2020 (crédit photo : Reuters/Kevin Lamarque)

« Si Biden persiste dans cette voie politique, il en résultera une confrontation violente entre Israël et l'Iran. »

La position de Joe Biden candidat démocrate à la présidence, concernant l'accord avec l'Iran pourrait conduire à une guerre entre Israël et l'Iran, a prévenu mercredi soir le Ministre de la Coopération régionale, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural en charge des Colonies Tzachi Hanegbi. « Biden dit ouvertement depuis longtemps qu'il ré-intégrera l'accord nucléaire, a déclaré Hanegbi. Je vois cela comme quelque chose qui conduira à une confrontation entre Israël et l'Iran. » Hanegbi a déclaré qu'à bien des égards une probable victoire de Biden ne l'inquiétait pas, même concernant la zone des colonies, mais l'Iran est une exception majeure.

Le ministre a déclaré à Channel 13 News que lui, le Premier ministre Benjamin Netanyahu et la plupart des Israéliens considéraient que l'accord sur l'Iran signé par l'administration Obama en 2015 – connu officiellement sous le nom de Plan d'action global conjoint – était « une erreur – et c'est un euphémisme ». « Si Biden persiste dans cette voie politique, il y

aura, à terme, une confrontation violente entre Israël et l'Iran », a-t-il déclaré. Hanegbi a déclaré que l'objectif déclaré du président américain Donald Trump concernant la négociation d'un accord avec l'Iran n'est pas le même, car il s'agirait d'« un accord différent qu'il imposerait via des sanctions pour exercer une pression maximale ».

Zvi Hauser (Derech Eretz), président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, a adopté une approche plus optimiste. Hauser a été secrétaire de cabinet pendant une partie du mandat de Biden en tant que vice-président et a déclaré qu'il connaissait les positions de Biden et que celui-ci était un ami sincère d'Israël. « Je suppose que même si l'accord sur l'Iran est renouvelé... il sera meilleur que le précédent, a-t-il déclaré jeudi à Army Radio (la radio de l'armée). « Il y a un large consensus quand au fait qu'il avait des failles importantes s'agissant des intérêts du monde libre ».

Hauser a déclaré que le Moyen-Orient a changé depuis que Biden a quitté ses fonctions en 2016. « Nous avons un Moyen-Orient dans lequel l'Iran est beaucoup plus dangereux, ses armes et sa technologie sont beaucoup plus précises et beaucoup plus meurtrières... Ceci n'est pas le problème du seul Israël, c'est celui du monde entier ».

Bien que Biden et Trump puissent user de moyens différents pour parvenir à un accord avec l'Iran, Hauser a déclaré que le résultat est ce qui est le plus important : « Est-ce qu'il freine l'Iran et l'empêche de se doter d'armes nucléaires ? ». Hauser a fait valoir que « aujourd'hui, tout le monde comprend que l'accord n'était pas suffisant pour empêcher » l'Iran de développer des armes nucléaires, et que « les pays du monde libre savent que c'est leur test » — pour empêcher Téhéran de le faire.

Un Iran nucléaire déclencherait une course aux armements, dans laquelle l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Égypte développeraient leurs propres armes nucléaires, a prévenu Hauser. « Voyant le comportement de l'Iran, alors qu'il crée de l'instabilité au Moyen-Orient, personne ne pense qu'il est juste de les laisser gagner, a-t-il ajouté. Ni les Américains ni Israël n'autoriseront un Iran nucléaire ».

Pendant ce temps, le président de la Knesset, Yariv Levin, a déclaré au Jerusalem Post que si Trump perdait l'élection, cela ne jouerait aucun rôle dans la décision de Nétanyahou de lancer une élection. « Je ne pense pas que ce serait le facteur à prendre en considération », a déclaré Levin.